

ÉDITORIAL

MATHIEU COLLEYN

Le CD&V pour une 7^e réforme de l'Etat

Francophones, entendez-vous

On aura beau pousser des cris d'orfraie, le train politique flamand ne s'arrêtera pas. C'est de la tactique électorale certes, mais le CD&V le rappelle au bon souvenir des partis francophones en invitant la Flandre à provoquer une nouvelle réforme de l'Etat en 2024. Ni les timides tentatives donnant du crédit à la refédéralisation de certaines compétences ni les résistances francophones ne mettront un terme à ce mouvement centrifuge. Certes, le projet divise les partis du Nord mais son esprit demeure: toujours plus d'autonomie au détriment de l'Etat fédéral.

Face à ce constat, un autre. Celui de l'impréparation chronique des forces politiques francophones à la négociation institutionnelle. C'est le couteau sous la gorge, celui d'une Belgique ingouvernable, que celles-ci avaient négocié la sixième réforme de l'Etat. Jamais demandeurs de rien, les franco-

**Il est temps
que les
francophones
s'entendent sur
leur agenda
institutionnel.**

phones se retrouvent systématiquement dans la réaction, dans la résistance au changement et la division. Ce qui ne les place pas dans une position de négociation très favorable. Cet état de fait participe

aux aberrations qu'ont parfois donné ces pourparlers institutionnels complexes. De nouvelles concurrences interrégionales qui peuvent nuire aux intérêts francophones en matière de fiscalité ou d'allocations familiales, par exemple. Que dire de l'avenir de la solidarité nationale. À lire les récentes conclusions de la Commission européenne sur les perspectives macroéconomiques belges, ni la Wallonie ni Bruxelles ne seront prêtes en 2025 lorsque s'éteindront les mécanismes assurant certains transferts Nord-Sud. Une échéance négociée dans la douleur en 2010-2011 et qui annonce des arbitrages budgétaires difficiles dans les Régions. La Flandre est prévisible et il est grand temps que les partis francophones s'entendent sur leur agenda institutionnel, sur ce qu'ils attendent encore de la Belgique afin qu'elle serve davantage leurs intérêts. Bref, sur ce qu'ils veulent et ne veulent pas pour eux-mêmes quitte à aller au clash avec le Nord. Pourquoi pas en modernisant la Constitution pour qu'elle réponde plus efficacement aux enjeux du moment? À ne rien vouloir, on obtient souvent ce qu'on ne veut pas.